



Au-delà de la récession, nous sommes face à une crise de civilisation

Contrairement aux crises de ces quinze dernières années - en Asie, au Mexique ou en Russie -, l'actuelle tempête qui s'est abattue sur la planète trouve son origine au centre de l'économie mondiale, aux Etats-Unis. Après avoir atteint l'Europe et le Japon, la crise menace les pays émergents qui bénéficiaient d'une extraordinaire croissance et d'un sain équilibre macroéconomique.

En Amérique du Sud, les dix dernières années ont été marquées par un fort processus de croissance, accompagné d'une sensible amélioration sociale, d'une stabilité macroéconomique et d'une réduction de la vulnérabilité externe. Ce processus a eu lieu dans un contexte d'expansion et de renforcement de la démocratie.

Les dérives d'un capital financier détaché de la production, additionnées à l'irresponsable déréglementation des marchés, ont conduit le monde dans une impasse dont même les responsables sont incapables d'évaluer l'ampleur. La crise a mis au jour les profondes erreurs de politiques économiques présentées comme infaillibles et la fragilité des organismes multilatéraux de Bretton Woods. Elle a montré l'obsolescence des instruments de gouvernance mondiale.

La transformation du G20, jusque-là organisme technique, en instance de chefs de gouvernement des principales économies du monde est positive. Il est cependant important qu'il puisse apporter des solutions capables de contrer les effets dévastateurs de la crise et de conduire vers une profonde reformulation de l'économie internationale à moyen et long termes. La réunion du G20 à Londres ne peut décevoir les attentes. Il est nécessaire de trouver des réponses qui créent les conditions de la relance économique.

Parmi les problèmes les plus urgents, le rétablissement du crédit et la lutte contre le protectionnisme me semblent des thèmes centraux. La chute du commerce mondial et des investissements est liée à l'insuffisance de liquidités dans le monde. Elle pénalise les pays émergents. Il revient donc au FMI d'irriguer l'économie internationale, principalement des pays émergents, afin d'inverser, avant qu'il ne soit trop tard, l'actuelle tendance récessive.

Je sais qu'il ne sera pas facile de conclure le cycle de Doha (négociations au sein de l'OMC sur une nouvelle phase de libéralisation des échanges), qui était sur le point de l'être l'an dernier. En temps de crise, le protectionnisme, que je qualifie de drogue, augmente. Il entraîne en effet une euphorie provisoire mais, à moyen et long termes, finit par engendrer une profonde dépression, avec de funestes conséquences sociales et politiques, comme le montre l'histoire du XXe siècle.

Démocratiser le FMI

Nous devons démocratiser le FMI et la Banque mondiale. Ces institutions, jadis enclines à donner des leçons aux pays pauvres et en développement, ont été incapables de prévoir et de contrôler le désordre financier qui s'annonçait.

Un autre sujet d'importance est celui de la fin des paradis fiscaux, cette efficace base arrière du trafic de drogue, de la corruption, du crime organisé ou du terrorisme. Depuis l'intensification des effets de la crise, j'ai maintenu des contacts avec les dirigeants du monde entier à la recherche d'alternatives. J'espère qu'il en résultera, lors de la réunion du G20 à Londres, un ensemble de propositions capables d'apporter une réponse substantielle à la crise.

Ces dernières années, le Brésil a réalisé un immense effort de reconstruction économique. Nous avons adopté des politiques anticycliques qui nous ont rendus moins vulnérables à la crise. Nos programmes de répartition des revenus, qui profitent à plus de 40 millions de personnes, s'articulent avec une politique de réforme agraire, salariale et du crédit qui favorise les plus pauvres et a permis un élargissement considérable du marché intérieur. Le plan d'accélération de la croissance investira, d'ici à 2010, 270 milliards de dollars dans l'économie, révolutionnant l'infrastructure physique, énergétique et sociale du pays.

Nos réserves de change, supérieures à 200 milliards de dollars, ont également contribué à la bonne santé de l'économie brésilienne. Nous sommes internationalement créditeurs nets. Notre dette publique représente 36 % du PIB. Notre système bancaire est solide. Les banques d'Etat, responsables de 40 % du crédit, assurent à l'Etat les conditions de régulation de l'économie et de promotion du développement. Je ne me lasse pas de répéter que l'heure de la politique et du rétablissement du rôle de l'Etat est arrivée. Les dirigeants doivent assumer les responsabilités que la société leur a confiées.

Il est important de sauver les banques ou les assureurs pour protéger les dépôts et la protection sociale. Mais il est plus important encore de protéger les emplois et d'encourager la production.

Plus qu'une grave crise économique, nous sommes face à une crise de civilisation. Elle exige de nouveaux paradigmes, de nouveaux modèles de consommation et de nouvelles formes d'organisation de la production. Nous avons besoin d'une société dans laquelle les hommes et les femmes soient acteurs de leur histoire et non victimes de l'irrationalité qui a régné ces dernières années.

Luiz Inácio Lula da Silva
tribune parue dans *Le Monde* daté du mars 2009

Crise en Moldavie

La Moldavie est une ancienne république soviétique située entre la Russie, la Roumanie et la Mer noire. Cet Etat de 4,3 millions d'habitants est secoué depuis quelques jours par une vague de violence qui retient l'attention des médias occidentaux.

Dimanche 5 avril, il y a eu des élections législatives particulièrement surveillées dans ce pays gouverné aux mains des communistes depuis 2001. Le PC détient la quasi totalité des postes dans les administrations. Les partis d'opposition avaient organisé une manifestation de protestation pour dénoncer la fraude organisée par le parti au pouvoir qui utilise 30 000 personnes ont participé au rassemblement ce qui est exceptionnel pour le pays, dans les rues de la capitale, Chisinau.

Le Parlement moldave ne contient qu'une seule chambre. Depuis dix ans, les communistes sont en recul et ils n'avaient obtenu que 37 % aux dernières élections locales de 2007. Leur défaite semblait donc possible.

Les 101 députés moldaves élisent le président de la république (actuellement, le communiste Vladimir Voronine) dans les 45 jours qui suivent le renouvellement de la Chambre. Le poids des communistes en baisse ne leur permettait plus, logiquement, de peser sur la désignation du chef de l'Etat.

Algérie : le FFS boycottera l'élection présidentielle

Le Front des forces socialistes (FFS) de Hocine Aït Ahmed prédit un fort taux d'abstention lors du scrutin présidentiel prévu demain en Algérie. Selon le premier secrétaire du parti, Karim Tabbou, contrairement aux prévisions optimistes des autorités, « *il y aura une écrasante majorité qui boycottera l'élection* ». « *Le taux qu'ils vont annoncer, qui se situera autour de 70%, représentera exactement le degré de leur peur de la population* », a-t-il ironisé. Karim Tabbou, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse au siège du parti à Alger, n'a pas lésiné, comme de coutume, sur les mots pour stigmatiser le pouvoir rompu, à ses yeux, « *aux procédés de terreur dignes de Staline* ». « *La campagne n'a mobilisé que la police et la gendarmerie. Sur le terrain, il y a une armée électorale qui utilise des procédés des années de plomb. C'est la campagne la plus chère de l'histoire du pays. En Kabylie et à Ghardaïa, il y a une mobilisation historique des services de sécurité. Il y a une opération de persécution des populations* », dénonce-t-il.

« *Une campagne où l'on fait semblant de bouger, mais pour laisser, en fait, tout en place* », résume-t-il. Et le Président dont le nom n'est même pas évoqué par ses

Ce sont les étudiants qui se sont mobilisés pour conduire la protestation, mais ils se sont heurtés aux forces de sécurité ce qui a déclenché une série de violences. Le pouvoir a censuré les chaînes de télévision moldaves et roumaines qui émettent dans le pays, la chaîne nationale n'a retransmis que l'intervention de Voronine, ainsi que... des émissions sportives !

Depuis le début des violences, il y a des difficultés à utiliser certains réseaux de téléphonie mobile. L'entrée des ressortissants roumains a été interdite, il y a comme un climat d'état d'urgence.

L'OSCE a considéré que les élections s'étaient globalement bien déroulées et Moscou a estimé que l'organisation de nouvelles élections était « sans fondement ». Le soutien à Voronine étant un élément important face aux accusations faites par le gouvernement moldave à l'encontre de la Roumanie voisine.

La social-démocratie moldave est représentée par le Parti démocrate (PDM) qui a statut de membre consultatif dans l'Internationale socialiste et dont le PS français a reçu les dirigeants à plusieurs reprises – ils étaient présents au congrès de Reims. Leur résultat ne leur permet pas de siéger au Parlement.

concurrents en a eu également pour son compte. « *Il est géant dans les portraits. C'est un candidat du dégrèvement fiscal et des permis de construire* », ironise-t-il. Mais cette campagne a eu, cependant, quelques mérites, selon lui. Elle aura au moins permis une décantation. « *Pendant des années, la société a été prise en otage entre les militaires, d'un côté, et les islamistes, de l'autre. Aujourd'hui, il y a la société, d'un côté, et le régime avec ses appareils, de l'autre* ».

Jeudi dernier, des milliers de militants et sympathisants du FFS (Front des forces socialistes) de Hocine Aït Ahmed - en exil à Lausanne - conduits par le premier secrétaire du parti Karim Tabbou, ont marché, dans les rues de Béjaïa, en Kabylie, en brandissant des cartons rouges symbolisant le rejet de l'élection présidentielle.

Le FFS, principale formation de l'opposition démocratique, dont le bastion électoral se trouve en Kabylie et dans l'Algérois, fait partie des forces politiques algériennes hostiles à la tenue de l'élection présidentielle.

Cette élection, à laquelle participent officiellement cinq candidats, est dénuée de tout suspens, le président sortant Abdelaziz Bouteflika (72 ans), qui avait fait réviser la constitution le 12 novembre 2008 pour pouvoir briguer un troisième mandat, étant assuré d'être réélu.

Les gouvernants de centre-gauche s'engagent à changer la donne au G-20

Un sommet au Chili de gouvernants de centre-gauche s'est achevé samedi 28 mars dernier par l'appel du vice-président américain Joe Biden aux manifestants anti G-20 de « *donner une chance* » aux gouvernements d'y formuler le cadre d'une croissance plus durable et partagée.

Le sommet de chefs d'Etats et de gouvernements «progressistes», 6e édition d'un forum initié en 1999 par Bill Clinton, se déroulait sur fond de manifestations en Europe qui ont rassemblé samedi des dizaines de milliers de personnes exprimant leurs craintes ou leur hostilité avant le sommet du G-20.

Le forum chilien a entendu les appels de dirigeants du Sud à engager une réforme des institutions multilatérales, en premier lieu financières, en réponse à la crise économique qu'ils perçoivent comme la conséquence d'une «politique de casino».

La réunion, le 2 avril à Londres des 20 plus grands pays riches et émergents (G20), est « *perçue comme une excellente opportunité de répondre efficacement à la crise* », relève la déclaration finale du sommet.

« *Je comprends les actions (manifestations) qui se déroulent, et nous y répondrons au G-20* », a déclaré le Premier ministre britannique Gordon Brown, en écho à M.Biden.

La déclaration prend acte de la nécessité discutée par les progressistes à Viña del Mar de « *donner la priorité aux gens* » dans la réponse politique à la crise, « *pour qu'une récession économique ne devienne pas une récession sociale* ».

PS : des «avancées» au G20 mais il faut un «nouveau plan de relance»

Le Parti socialiste estime «Les conclusions du G20 marquent une avancée. Avancée sur la méthode, celle qui consiste à associer des pays représentant toutes les principales régions de la planète» et «avancée sur le fond, concernant la relance de l'économie mondiale et des premières mesures de régulation», affirment dans un communiqué Michel Sapin et Jean-Christophe Cambadélis, secrétaires nationaux à l'Economie et à l'international.

Pour le PS, le fait que le FMI et la Banque mondiale voient leurs moyens renforcés est «une bonne nouvelle». «Des premières mesures de régulation de la finance mondiale sont prises» qui «vont dans le bon sens», ajoute le PS citant celles sur «les paradis fiscaux», «la réglementation des niveaux de rémunération», «les nouvelles règles pour sécuriser le système financier mondial.

«Il faut maintenant que les pays prennent les décisions qu'imposent les décisions du G20».

Les dirigeants de centre-gauche « *se rendent à Londres avec un sentiment d'optimisme* », a déclaré la présidente hôte Michelle Bachelet, reflétant un consensus à Viña del Mar sur la « *redéfinition des règles du jeu* » gouvernant l'économie et la finance mondiale.

Le vice-président américain Joe Biden a samedi délivré le message que la nouvelle administration de Barack Obama entendait jouer son rôle pour une telle redéfinition, « *un processus qui va commencer au G-20* », selon lui.

Pour autant, il a défendu la poursuite « *agressive d'un agenda politique national de relance* » américaine : les Etats-Unis représentant 25 % du PIB mondial, « *si nous ne relançons pas la pompe, on aura tous des problèmes* », a-t-il dit.

Il a aussi appelé ses pairs progressistes « *à ne pas réagir de façon excessive* » à la crise. « *Ce n'est pas un choix entre marchés contre gouvernements. Mais il s'agit de protéger le marché des partisans du libre marché* », a-t-il résumé.

M.Biden a aussi rappelé à ses homologues de centre-gauche, et à travers eux à la communauté internationale, que si l'administration Obama « *pense global* » et est à l'écoute, elle attend en retour davantage de solidarité, et d'initiatives.

« *Vous n'aurez plus l'excuse de l'ancienne administration pour l'inaction. La bonne nouvelle c'est qu'il y a un changement* » aux Etats-Unis. « *La mauvaise nouvelle pour vous tous, c'est qu'il y a un changement* », a-t-il plaisanté.

Joe Biden, interrogé par ailleurs sur Cuba, a écarté la levée d'un embargo économique, mais réaffirmé que l'administration Obama était consciente de la « *nécessité d'une transition dans notre politique à l'égard de Cuba* ».

«La priorité numéro un reconnue par le G20 est la relance nécessaire de l'économie mondiale, qui passe par de nouvelles mesures de soutien à l'activité économique, dans chaque Etat concerné».

Le PS «demande que la France mette enfin en oeuvre un véritable plan de relance de notre économie», pour soutenir «le pouvoir d'achat et de consommation». Il réclame aussi «des décisions rapides et effectives» pour «limiter les rémunérations» des dirigeants des grandes entreprises.

«Il est nécessaire que Nicolas Sarkozy fasse à Paris ce qu'il a signé hier à Londres, en prenant les décisions qui s'imposent. Il ne peut avoir un discours à Londres d'un côté et une absence de décision de l'autre», prévient le PS.

Il rappelle que le 30 avril seront discutées à l'Assemblée nationale, à l'initiative du groupe PS, plusieurs propositions de loi allant dans ce sens.

La mondialisation progressiste ? C'est possible !

La troisième édition du Forum progressiste global s'est tenue les 2 et 3 avril dernier à Bruxelles. Alors que les principaux chefs d'Etat de la planète étaient réunis à Londres pour le G20, l'ensemble du mouvement progressiste se retrouvait pour apporter, au-delà de ses analyses, des éléments de réponse à la crise et proposer une alternative à l'ultralibéralisme.

Les socialistes étaient à Belém en hiver et à Bruxelles au printemps lors de deux rendez-vous importants pour la gauche, le Forum social mondial et le Forum progressiste global (FPG). Le Forum progressiste est le cadre dans lequel la social-démocratie a décidé d'élaborer ses réponses à la mondialisation libérale. Il a été formé en 2003 par le Parti socialiste européen, l'Internationale socialiste, la confédération européenne des syndicats et l'ONG Solidar. Depuis, la confédération syndicale internationale a rejoint cette structure dont le premier président fut Poul Nyrup Rasmussen, aujourd'hui président du Parti socialiste européen. L'actuel président du Forum est l'ancien président du Parlement européen, Josep Borrell.

Le Forum progressiste avait déjà tenu deux rencontres. Déjà à Bruxelles en 2003 et à Milan en 2005. Quelques socialistes français étaient présents comme Lionel Jospin, Harlem Désir, Kader Arif, Pascal Lamy, Henri Nallet ou Pervenche Berès... Outre les chefs des partis socialistes et des dirigeants syndicaux, associatifs ou animateurs d'ONG, plusieurs personnalités politiques ou économiques débattent ensemble dans cette enceinte comme Dominique Strauss-Kahn, Amartyan Sen, Joseph Stiglitz, Taslima Nasreen, Howard Dean, John Sweeney, le président de l'AFL-CIO, Sanjeeva Reddy, des syndicats indiens ou encore, Bill Clinton.

L'ancien président des Etats-Unis a fait un discours inaugural au cours de ce forum de 2009 en suggérant que les progressistes incarnent désormais la génération du « comment ». « *Pour être crédible, il ne faut plus simplement parler de changement, mais dire maintenant comment nous allons changer le monde. Il faut transformer les bonnes intentions en changement possible* ». Ce credo, « *turning good intentions into possible change* » demande

Rencontres

Jean-Christophe Cambadélis a rencontré **Ilan Halevi** lundi 23 mars dernier. Ilan Halevi représente l'OLP en Europe et pour l'Internationale socialiste. Il a été vice-ministre des affaires étrangères de l'OLP dans le gouvernement de Mahmoud Abbas.

Pascal Affi N'Guessan, ancien Premier Ministre de Côte d'Ivoire, de 2000 à 2003), président du Front populaire ivoirien.

un effort d'imagination et de volontarisme sans précédent. Pour Clinton qui confesse que « *l'avantage pour un ancien président c'est qu'il peut dire ce qu'il veut, mais que l'inconvénient, c'est que personne n'écoute* », « *nous réussirons à relever les défis de la lutte efficace contre le réchauffement climatique si nous parvenons à démontrer que cela crée des opportunités en matière de création d'emplois et de richesses* ». « *Quand je vois une poubelle remplie d'ordures, je vois des emplois et de l'argent* » a-t-il dit symboliquement pour exprimer combien la génération du comment avait besoin d'imagination. Clinton a aussi appelé à ne pas prendre prétexte de la crise économique pour diminuer l'aide aux pays pauvres.

Si dans les allées du Forum progressiste, la réussite du G20 n'est ni froidement niée ni chaudement saluée, pour l'ensemble des intervenants, on ne peut plus concevoir de politique globale de régulation ou de réformes à l'échelle de la planète sans lier systématiquement les questions économiques aux questions écologiques.

Seuls les socialistes peuvent mettre sur la même scène les acteurs de la société civile tels que le Brésilien Chico Whitaker, le fondateur des Forums sociaux et des dirigeants de grandes institutions internationales comme Pascal Lamy, le directeur de l'Organisation mondiale du commerce. Il est normal que les progressistes se parlent et compréhensible qu'ils soient dans la controverse. Pour le premier, le G20, bien qu'il ait su passer du G8 – les pays les plus riches – au G20, les pays les plus incontrournables – n'est pas un nouvel acteur et il n'a qu'un caractère étatique. Il faut que les peuples aient leur mot à dire, d'où l'importance d'autres formes d'organisation et de décision. Pour Pascal Lamy, on ne peut plus aborder la politique sans prendre en compte les réalités de la géopolitique. Par ailleurs, bien qu'il existe des organisations internationales pour les travailleurs comme la Confédération syndicale internationale par exemple, qui consacre l'unité du mouvement syndical au plan mondial, la réalité des rapports de force et le champ du possible se situent avant tout au plan local et national. Il s'agit donc de renforcer la gauche partout pour avancer ensemble et changer le monde.

Pierre Kanuty

Ahmed Ould Daddah, candidat à l'élection présidentielle en Mauritanie en 2007. Il préside le Rassemblement des forces démocratiques (RFD), qui est le principal parti de l'opposition.

Un séminaire de travail a eu lieu samedi 4 avril entre **Howard Dean**, ancien président du Parti démocrate américain et les têtes de listes aux Européennes sur le thème des campagnes électorales

Echos de campagne



En finir avec le leadership de Barroso

« Face à la crise gigantesque les Américains ont fait le choix de tourner la page du conservatisme et ont choisi un progressiste », « quelqu'un de remarquable », a affirmé Harlem Désir dans une allusion à Barack Obama, lors de son meeting aux Lilas.

« Au G20 » à Londres « en face du nouveau leadership américain », en Europe, « on a un Barroso conservateur qui est candidat à se succéder à lui-même », a ajouté l'eurodéputé sortant devant quelque 300 participants réunis dans un gymnase.

« Nous allons saisir ce bulletin de vote pour censurer Barroso », président de la Commission européenne « et ses représentants en France: Sarkozy, l'UMP et le Modem », a-t-il lancé.

« Je veux bien croire Obama », a-t-il ajouté, « mais lorsque j'entends que Sarkozy et Merkel plaident pour un capitalisme régulé, j'ai du mal à les croire. C'est le bal des faux-culs, ce n'est pas ce qu'ils veulent, la droite reste la droite, elle n'a pas changé », a-t-il affirmé mettant au défi le président Nicolas Sarkozy de « donner des preuves d'amour » en supprimant le bouclier fiscal.

Invité des socialistes français, Jo Leinen eurodéputé SPD allemand a dénoncé « l'idéologie néo-libérale désastreuse pour les salariés en Europe ».

« La crise c'est eux, la solution c'est nous », a affirmé un salarié de Magneto, venu avec ses camarades témoigner de leur grève dans cette usine de sous-traitance automobile.

Européennes : 1000 initiatives

Le PS va lancer pendant la campagne des élections européennes « mille initiatives dans toute la France », tiendra huit meetings nationaux en présence de Martine Aubry et sollicitera les leaders nationaux Laurent Fabius, Ségolène Royal, Bertrand Delanoë, François Hollande.

Jean-Christophe Cambadélis, directeur de campagne, a expliqué qu'il concevait cette campagne en deux temps. Première orientation : une thématique de double sanction à l'égard de Nicolas Sarkozy et du président de la Commission européenne de droite, José Manuel Barroso.

Puis, après le 24 avril, date du premier meeting national à Toulouse avec Mme Aubry, le PS compte basculer dans une seconde phase, avec mille initiatives dont des visites d'usine, rencontres avec des ONG, en clin d'oeil aux 1.000 projets de relance du gouvernement.

Parallèlement, le PS compte tenir «un millier de réunions», dans toute la France «pour être au plus près des Français et motiver notre électorat».

Huit meetings sont prévus avec Martine Aubry. «Nous allons demander à l'ensemble de nos leaders nationaux de participer au maximum à ces réunions: Laurent Fabius, Ségolène Royal, François Hollande, Bertrand Delanoë», explique le député de Paris.

Ces européennes sont «une chance» car «les socialistes européens peuvent pour la première fois sanctionner la droite sortante en devenant majoritaire au Parlement européen et barrer la route à Barroso», souligne M. Cambadélis.